J.-C. CHAPAIS

[à propos de l'intérêts]

Réminiscences et Revendications

QUEBEC

1910

F5012
1910
c.4.62

The EDITH *and* LORNE PIERCE
COLLECTION *of* CANADIANA

Queen's University at Kingston

BIBLIOTHÈQUE
ÉVÊCHÉ
JOLIETTE

J g I 2

J.-C. CHAPAIS

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE QUÉBEC

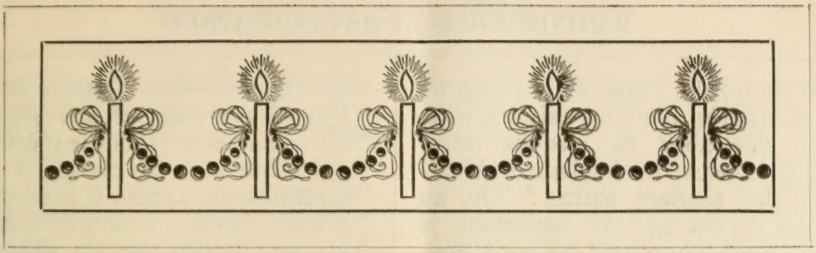
Réminiscences et Revendications

QUEBEC

1910

Digitized by the Internet Archive
in 2013

http://archive.org/details/reminiscencesetr00chap



REMINISCENCES ET REVENDICATIONS

Je rencontrais, il y a quelques semaines, en voyageant, un de mes anciens compagnons d'université, qui s'occupe beaucoup de questions d'économie sociale. Après les salutations d'usage, il me dit : "Je suis très aise de vous rencontrer, car j'ai lu par hasard, l'autre jour, dans une revue agricole anglaise une charge à fond de train contre un de nos journaux français, auquel je sais que vous vous intéressez beaucoup et, je me suis dit que, lorsque je vous rencontrerais, je vous prierais de me renseigner sur le bien ou mal fondé des fort blessantes insinuations faites par cette revue contre les Canadiens-français, surtout au point de vue de leur pratique agricole". "Ces insinuations, me dit-il encore, m'ont fait de la peine, mais, en même temps, je suis forcé d'admettre que, sous certains rapports, nous sommes réellement en arrière des Canadiens, de nationalité différente, des autres provinces de la Confédération et même de la nôtre. Le peu de progrès agricole que nous avons fait, quoique bien lentement, nous ne l'avons réalisé, assez généralement, qu'en suivant ceux qui nous ont tracé la voie, et cela de loin seulement."

Comme mon interlocuteur est un homme dont l'opinion a pour moi beaucoup de valeur, vu son importante position sociale et le prestige dont il jouit, je devins tout chagrin de l'entendre faire, au sujet de nos concitoyens, l'admission de leur soi-disant infériorité. Je me sentis blessé au vif par une aussi injuste appréciation et je crus qu'il importait de lui prouver que sa manière de voir est contredite par les faits. Cette opinion est partagée, malheureusement, par un trop grand nombre de nos concitoyens des classes supérieures. Absorbés par leurs travaux intellectuels, ils ignorent beaucoup de choses de la vie pratique du peuple et sont portés à accepter toutes les sottises que débitent contre nous certaines gens qui ont intérêt à nous ignorer, ou bien à nous dénigrer, justement parce qu'ils savent que, à armes égales, au moral comme au physique, nous sommes d'assez rudes adversaires et prenons le premier rang un peu plus souvent qu'à notre tour.

J'entrepris donc de rectifier l'opinion de mon ami à notre égard, et voici la conversation que nous eûmes ensemble, sur ce convoi, où nous venions de nous rencontrer.

Votre jugement sur nos compatriotes, lui dis-je, au moins pour ce qui concerne nos pratiques agricoles, n'est pas juste. Vous allez me

permettre de tenter de le modifier. Les progrès que nous faisons, pour peu que nous en faisions dites-vous, consistent simplement à suivre des sentiers battus ? Or, au point de vue agricole seulement, je vais vous démontrer, si vous voulez avoir la patience de m'écouter avec attention, que quelques-uns des progrès les plus importants de notre agriculture, quelques-unes des réformes qui ont opéré une vraie révolution dans l'économie rurale de la Puissance du Canada et même des Etats-Unis, ont été inaugurés par des Canadiens-français et dans la province de Québec.

Je n'irai guère au-delà de cinquante ans, période qui se trouve dans le champ de mes souvenirs personnels, pour choisir les événements qui vont servir à prouver ma thèse. J'espère que, lorsque je vous aurai fait voir, comme je vais le faire indiscutablement, combien d'innovations, d'améliorations, de réformes dans le domaine de l'économie rurale, qui ont énormément d'influence sur le développement agricole, sont l'effet de mouvements partis de la province de Québec, vous allez vous convaincre qu'au lieu de suivre les autres tout simplement nous ouvrons souvent la voie sur la route du progrès.

Je vais procéder par ordre de date, en commençant par l'année 1859, qui a vu naître, dans la province de Québec, la première école d'agriculture de la Puissance du Canada—école qui fut en même temps la seconde inaugurée dans l'Amérique du Nord, y compris les Etats-Unis. Je n'ai qu'à vous citer ce que j'ai entendu dire de cette première école d'agriculture par M. l'abbé Ludger Dumais, supérieur actuel du collège de Sainte-Anne de la Pocatière, lors de la célébration, le 20 décembre dernier, du cinquantième anniversaire de cet établissement, pour nous renseigner sur sa fondation.

"Un humble prêtre—nous disait " M. Dumais—dont l'auteur de *La* " *France aux colonies* écrivait que, " possédant une grande expérience " des hommes et des choses, il était " certainement appelé à rendre de " grands services à sa patrie, avec " les encouragements de son évê- " que et le concours d'amitiés pré- " cieuses, au milieu d'une atmos- " phère d'indifférence pour le pro- " grès cultural, posait la première " pierre de notre enseignement " agricole au Canada. C'était M. " François Pilote, supérieur et pro- " cureur du collège de Sainte-An- " ne. L'institution naissante, c'é- " tait l'école d'agriculture, dont " Mgr de Tloa, administrateur du " diocèse de Québec, voulut lui- " même bénir le berceau, le 10 oc- " tobre 1859...Le logis était pau- " vre, les élèves rares, les octrois " maigres, les professeurs mal ou " point payés, et l'on peut dire que " l'école, pendant de longues années " a vécu d'épreuves et de dévoue- " ment....".

"Cette école s'est implantée, en "1859, dans un district où tout était " à faire quant au progrès agricole. " En effet, climat très rude, pau- " vre bétail, outillage agricole im- " parfait, méthode rationnelle de " culture inconnue, défiance de l'in- " novation ou apathie, absence de " communications faciles avec l'ex- " térieur, marchés non ouverts, tel- " les étaient chez nous à cette épo- " poque les conditions de l'agricul- " ture. Si, à cela, nous ajoutons " l'influence du préjugé contre l'é- " ducation agricole, l'on verra que " notre école a beaucoup fait. Elle " est parvenue à attirer à elle au- " tant d'élèves que les largesses " officielles lui permettaient d'en " avoir. Elle a vulgarisé la con- " naissance des bonnes races de " bétail, l'amélioration de ces races " par des meilleures règles d'éleva- " ge et une meilleure alimentation, " le développement de l'industrie " laitière, de la culture maraîchère " et fruitière. Elle a introduit de

" de meilleures variétés de céréales, " des instruments aratoires perfec- " tionnés ; surtout elle a contribué " à dissiminer de bonnes méthodes " de culture. De tout temps, par " son voisinage et, depuis quelques " années par des conférences spé- " ciales dont son professeur n'hé- " site pas à assumer la charge, elle " exerce son influence même sur les " élèves du collège commercial et " classique qui se destinent aux af- " faires, aux professions libérales " et au sacerdoce. Ses directeurs " après lui avoir consacré leurs ser- " vices intelligents et dévoués, sont " ensuite allés ici et là, en notre " province, donner l'exemple du " travail raisonné de la terre sur " des données scientifiques et pra- " tiques...Soit comme cultivateurs " zélés, soit comme missionnaire " agricoles dévoués, ils ont semé " hors de l'école la bonne semence " de l'école."

Voilà le rôle qu'a joué l'Ecole d'Agriculture de Sainte-Anne de la Pocatière fondée par un de ces soi-disant arriérés Canadiens français de la Province de Québec, deux ans après la première école d'agriculture des États-Unis (celle de Sansing, Michigan) et bien des années avant celles de Guelph, Ontario, et de Sainte-Anne de Bellevue, province de Québec.

Je vous prie, maintenant, de vouloir bien sauter à pieds joints par dessus vingt-deux ans de notre histoire, pour me suivre dans ma démonstration, jusqu'à l'année 1881. Je vais vous montrer un bel acte d'initiative dû à des Canadiens français.

Cette année-là, il y avait dans la province de Québec 162 fabriques de beurre et de fromage, mais toutes sises dans l'ouest. Il ne s'en trouvait alors aucune, dans la région à l'est de la cité de Québec. Une fabrique-école de beurre et de fromage organisée par M. Ed.-A. Barnard, directeur officiel de l'Agriculture de la Province de Québec, à la demande de deux associés bailleurs de fonds, fut ouverte à Saint-Denis de Kamouraska. Elle avait à sa disposition une ferme. Sur cette ferme et à la fabrique-école, des élèves, au nombre de dix, étaient reçus comme étudiants et formés comme fabricants, moyennant une subvention de deux cents piastres accordée à la fabrique-école par le département de l'Agriculture de Québec. Ces élèves travaillaient à la culture se rapportant à l'industrie laitière et à l'élevage des vaches à lait. A la fabrique ils prenaient part à tout le travail pratique de la fabrication. Le fabricant professeur était M. J.-M. Jocelyn, expert dont on était aller requérir les services aux Etats-Unis. Cette fabrique, encore en existence aujourd'hui, a fonctionné comme école et a été la première école de laiterie en Amérique, jusqu'à l'année 1884, date à laquelle elle a cédé le pas à la frabrique-école alors ouverte à Saint-Hyacinthe, par la société d'Industrie laitière de la province de Québec, fondée en 1882.

Il appert donc que la première école de laiterie d'Amérique a été fondée en 1881, par quelques-uns des soi-disant arriérés Canadiens français de la province de Québec.

Si vous voulez bien, maintenant, passer à l'année 1882, nous allons encore trouver un bel acte d'initiative qui vaut la peine d'être mentionné. Avant 1882, le lait était gardé, dans les laiteries des cultivateurs et dans les fabriques coopératives de beurre d'Amérique, dans des vastes plats ou dans des crêmeuses profondes pour le faire crêmer. On commençait, à cette époque, à parler en Europe, de certains appareils centrifuges permettant l'écrémage du lait, en un temps très court, immédiatement après la traite. Ces appareils étaient appelés à révolutionner la pratique de l'industrie laitière, comme il est facile de le constater aujourd'hui

par le fait que les milliers de beurreries qui existent en Amérique sont toutes munies de ces écrémeuses centrifuges.

Or, en 1881, sur les conseils du directeur officiel de l'Agriculture dont nous avons parlé tantôt, le département de l'Agriculture de Québec envoyait au Danemark, pays où ces appareils venaient d'être inventés, un expert, M. S.-M. Barré, étudier leur fonctionnement, et le résultat de cette démarche a été que, le 20 juin 1882, cet expert faisait fonctionner dans une beurrerie de Ste-Marie, comté de Beauce, la première écrémeuse centrifuge qui ait jamais été importée de ce côté-ci de l'Atlantique. Sa machine était une Burmeinster et Main.

Voici encore une belle plume à fixer au bonnet du soi-disant arriéré Canadien français de la Province de Québec !

Dans cette même année 1882, je m'en vais encore trouver un fait propre à vous édifier sur l'esprit d'initiative, non pas, cette fois, des Canadiens français, mais des Canadiennes françaises. Ce fait est celui de la fondation de ce qu'on appelle aujourd'hui *une école ménagère*. Il est venu à ma connaissance, en l'année 1884, au cours d'un voyage que je faisais, en ma qualité d'officier spécial de département de l'Agriculture de Québec, au Lac Saint-Jean. Un des meilleurs souvenirs que j'aie conservé de ce voyage est celui d'une visite qu'il m'a été donné de faire au monastère des religieuses Ursulines de Roberval, fondé alors depuis deux ans, c'est-à-dire en 1882. J'eus le privilège de visiter cette institution naissante. J'y vis un atelier où l'on trouvait en opération les cardes, le rouet, le dévidoir, la tournette, le cannelier, les cannelles, l'ourdissoir et le métier à tisser ! Dès le début de leur oeuvre au Lac Saint-Jean, les religieuses Ursulines ont voulu résoudre le problème de donner aux jeunes filles de cultivateurs, non seulement une éducation de première classe au point de vue religieux, littéraire et scientifique, mais encore des leçons domestique qui les mettent en état de tenir parfaitement la maison d'un cultivateur et de s'y livrer aux travaux qui sont l'apanage des femmes de la campagne, tout en pouvant être, par leur instruction et leur éducation, l'objet de la recherche des jeunes cultivateurs instruits, qui, disons-le à l'honneur de notre époque, cessent de croire que c'est un déshonneur pour un jeune homme instruit de cultiver la terre.

M. le Surintendant de l'Instruction publique qui s'intéresse beaucoup à l'oeuvre des écoles ménagères, mentionne, dans son dernier rapport pour l'année 1909, celle de Roberval. Il dit: "Il importe gran-
" dement que la province de Qué-
" bec occupe dans la fondation des
" écoles ménagères le rang auquel
" elle peut prétendre. En compul-
" sant les statistiques et en exami-
" nant les dates, on voit que l'en-
" seignement ménager fut inauguré
" 1887 en Belgique, deux ans plus
" tard en Suisse, en 1886 en Fran-
" ce et en 1900 en Allemagne. Il
" est honorable pour la province de
" Québec de constater qu'elle est
" le premier pays qui ait inauguré
" cet enseignement. En effet, c'est
" aux religieuses Ursulines de Qué-
" bec que nous devons cette patrio-
" tique initiative. Elles allaient, en
" 1882, à Roberval, sur les rives du
" Lac Saint-Jean, fonder un couvent
" dans le but de donner aux jeunes
" filles de la région du Saguenay
" l'instruction morale et littéraire,
" mais en même temps et aussi des
" leçons d'économie domestique
" propres à former leurs élèves sur
" la bonne tenue d'une maison, sur
" l'art de filer, de tisser, de travail-
" ler au métier, de coudre à l'aiguil-
" le et à la machine."

Livrées à leurs seules ressources, les Ursulines de Roberval réussi-

rent pourtant. Elles continuaient ainsi leur oeuvre depuis quelques années à l'humble atelier qu'elles avaient établi lorsqu'en 1885, le ministre d'agriculture d'alors, l'honorable M. Beaubien, voulant seconder leurs efforts, les mit en mesure de construire une école ménagère capable de répondre aux besoins de l'époque. Une ferme est attachée à l'école qui possède une laiterie, une boulangerie, des métiers pour le tissage des étoffes et un poulailler. (Cette ferme a obtenu, il y a quelques années, au concours du mérite agricole de la province de Québec, une médaille d'argent.) Aussi cette maison, par les moyens d'instruction dont elle dispose, rend-elle des services signalés à la classe agricole et aux familles en général. Une soixantaine d'élèves suivent régulièrement les cours ménagers. Cette école vient d'obtenir une affiliation à l'Université Laval de Québec.

Je suis bien sûr que vous ne m'obligerez pas à faire de longs commentaires pour vous prouver que cette oeuvre des Ursulines de Roberval n'est pas une oeuvre d'arriérés. Seulement, laissez-moi ajouter que, si l'on compare les personnes qui, avec des moyens fort restreints savent mener à bonne fin, de leur propre initiative, l'application d'idées aussi philanthropiques et patriotiques que celles-là, à d'autres personnes qui, au bout de vingt ans, se servent de ces idées toutes connues et appliquées pour en faire la base d'écoles magnifiques bâties avec les capitaux des millionnaires anglais, où l'on enseigne ce que l'on appelle la *Domestic and household science,* la palme revient sans conteste aux mères de ces idées plutôt qu'à leurs imitateurs.

Je viens de vous démontrer qu'en agriculture, en industrie laitière, en économie domestique, les Canadiens français, sur bien des points, au lieu d'être des imitateurs ont été des initiateurs et des précurseurs. Ils l'ont encore été en d'autres branches de l'économie rurale ; par exemple, pour n'en citer qu'une, en économie forestière. Vous savez comme l'on s'émeut de nos jours, sur le gaspillage insensé qui se fait de nos richesses forestières, surtout par l'exploitation à outrance de nos forêts pour la production du bois de pulpe. L'on commence déjà à entrevoir le temps où notre pays subira une grande disette de bois de chauffage, et de construction, où l'agriculteur aura à souffrir des modifications profondes apportées au régime des eaux qui a tant d'influence sur le climat et la production des récoltes, conséquences inévitables de la disparition des grandes surfaces boisées, dénudées par la hache des Vandales qui dévastent nos forêts. Nos économistes s'effrayent à l'idée que, déjà, dans certains endroits de notre province, des inondations désastreuses se produisent parce qu'on a détruit la forêt, cette régulatrice inconsciente mais sûre de la distribution des eaux de la fonte des neiges et des grandes pluies, dans les fleuves, les rivières et les cours d'eau.

Eh bien ! Il y a déjà longtemps, vingt-huit ans, qu'un cri d'alarme a été poussé à ce sujet. En 1889, dans la province deQuébec, se formait une association forestière—la première du Canada, la seconde d'Amérique—qui se donna pour mission la défense ou la protection de la forêt. Cette humble société obtint de notre gouvernement la passation d'une loi fixant, pour chaque année, un jour destiné à faire valoir les droits de la forêt : *le Jour de la fête des arbres—Arbor day.* Cette association a depuis cédé le pas à la grande *Association forestière du Canada.* Mais il importe que la fille ne fasse pas oublier la mère. Il est bon de se rappeler que si ce sont les Français qui ont été les premiers à attaquer la forêt, au Canada, au profit de la religion et de la civilisation, il y a trois cents

ans, ils ont aussi été les premiers à la protéger, lorsqu'elle a eu besoin de protection.

Il faut que je m'arrête. Je pourrais bien encore mentionner le fait que c'est à un Canadien français, M. G.-A. Gigault, actuellement sous-ministre de l'Agriculture à Québec, que nous devons, et cela sans discussion possible, l'idée initiale de la création des fermes expérimentales du gouvernement de la Puissance du Canada ; que c'est à la Société d'Industrie laitière de la province de Québec qu'est dû l'établissement du système d'inspection des fabriques de beurre et de fromage syndiqués, système qui est reconnu comme le plus parfait, et qui a été adopté, subséquemment, par la province d'Ontario ; que c'est à nos évêques canadiens-français que nous devons la si patriotique institution des dévoués missionnaires agricoles qui, au nom de la religion, vont par les campagnes, prêcher l'évangile de la terre après celui du ciel.....

Mais je vous retiens sans doute trop longtemps avec ce plaidoyer *pro domo*. Veuillez ne pas voir rien que du chauvinisme dans ma démonstration. Elle prouve que nous ne sommes pas des arriérés, nous de la province de Québec. N'oubliez pas que je suis citoyen de l'est, et l'est est précisément regarder comme la partie la moins avancée de la province par certains francophobes, probablement parce qu'elle est la plus française. Or, comme c'est là que les idées dont je viens de démontrer la mise en application sont presque toutes écloses, vous comprendrez facilement que je ne tiens pas à ce qu'on en donne le mérite à d'autres, surtout à ceux qui sont toujours prêts à se proclamer de la race supérieure. Ceux-là perdent de vue le fait que s'ils paraissent plus prospères, c'est qu'ils ont été plus favorisés sous tous les rapports. En effet, bien que nous soyons sur un sol conquis à la civilisation par nos ancêtres, nous n'y sommes plus, depuis un siècle et demi que des vaincus. La conquête nous a laissés pauvres matériellement. Tous ceux qui en avaient le moyen sont retournés dans la mère-patrie. La cession nous a laissés décimés. La classe dirigeante est partie, au lendemain de 1763.

Seul, notre dévoué clergé nous est resté. Il nous a sauvés en relevant notre courage,en nous fournissant le moyen de garder notre langue en nous incitant à la lutte pour la conservation de nos lois, de notre religion. Mais, le clergé, il était pauvre, lui aussi !

La lutte ne fut pas moins âpre pour obtenir de la terre les moyens de vivre qui nous manquaient par ailleurs. Et cette lutte était pour nous d'autant plus difficile que notre province est située dans une zone au climat beaucoup plus rigoureux que celui de l'Ontario. Un printemps en retard d'un mois et un automne en avance d'un autre mois, font que, pour nous, la moyenne de la saison propre à l'agriculture n'est que de cinq mois, tandis qu'elle est de sept mois pour la province voisine.

Oui, nous avons été forcément, non volontairement, tenus en arrière pour les raisons que je viens d'énoncer, et, malgré tout, nous avons su prendre les devants sous plusieurs rapports, et si ceux qui nous dénigrent voulaient se donner la peine d'apprendre notre langue, comme nous apprenons la leur, ils pourraient nous fréquenter davantage, et partant, mieux nous connaître et plus justement nous apprécier.

Mais me voici lancé dans une bien longue discussion et il est heureux pour vous que nous arrivions à destination. Puis-je vous avoir enlevé au moins une partie du préjugé qui vous a fait dire au commencement de notre conversation, que "le peu de progrès agricole

que nous avons fait, quoique bien lentement, nous ne l'avons réalisé assez généralement qu'en suivant ceux qui nous ont tracé la voie, et ce de loin seulement".

A cela, je fus heureux d'entendre mon distingué interlocuteur me répondre ainsi : "Soyez certain que vous venez de me faire un petit cours d'histoire contemporaine qui m'a révélé des choses que j'ignorais absolument. Malheureusement, même parmi nos concitoyens canadiens-français, je ne suis pas seul à ignorer ces faits. Pour vous prouver que votre plaidoyer a produit chez moi un excellent effet je m'en vais vous faire une proposition. Vou· devriez publier dans une de nos revues littéraires canadiennes-françaises un résumé de notre conversation, pour le bénéfice des lecteurs qui, comme moi, absorbés dans des travaux intellectuels, n'ont ni l'idée, ni le temps, de se mettre en contact direct avec la classe agricole. L'agriculteur a reçu de la Providence la mission de nourrir l'humanité et, plus spécialement, les classes qui travaillent pour le commerce, l'industrie, les arts, l'éducation et la direction de la société, et sont, par ce fait, dans l'impossibilité de rien produire pour entretenir la vie matérielle. Une meilleure connaissance des faits rectifierait chez un grand nombre des erreurs de jugement comme celle que je viens de commettre. Elle vous a d'ailleurs— cela me console —fourni l'occasion de m'éclairer et de me faire mieux apprécier ces travailleurs de la terre qui appliquent parmi nous les principes de l'économie rurale et sont, sans contredit, les plus importants facteurs de la prospérité nationale."

Ce conseil, je l'ai pris en bonne part, sachant qu'il venait d'un esprit droit. C'est ce qui m'a décidé à communiquer, après les avoir rédigées avec quelques citations à l'appui, aux lecteurs de la *Revue Canadienne,* ces *réminiscences* qui, comme l'a dit mon compagnon de voyage, constituent une page de notre histoire contemporaine, au point de vue de l'économie rurale, et ne sont que de justes *revendications.*

J.-C. CHAPAIS.

(De la *Revue Canadienne.*)